

SERVICE D'INFRASTRUCTURE DE LA DEFENSE (SID) NORD-OUEST

**MARCHE PUBLIC DE PRESTATIONS INTELLECTUELLES
MARCHE A PROCEDURE ADAPTEE**

(Art. L.2123-1 du code de la commande publique)

OBJET DU MARCHE

Marché n° 25PRNS024
GUER – 56 – Académie militaire de Saint-Cyr Coëtquidan (AMSCC)
Relevé de bâtiment et levé topographique

CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES (C.C.T.P)

PERSONNE PUBLIQUE

ETAT- MINISTERE DES ARMEES
SERVICE D'INFRASTRUCTURE DE LA DEFENSE (SID) NORD-OUEST
Quartier Margueritte - BP14 - 35998 Rennes cedex 9

CONDUITE DES OPERATIONS

SERVICE D'INFRASTRUCTURE DE LA DEFENSE (SID) NORD-OUEST
Division investissement-pôle de conduite des opérations de Rennes
Quartier Margueritte – BP 14 – 35 998 RENNES Cedex 9

SOMMAIRE

ARTICLE 1.	Présentation de l'opération	3
1.1.	Contexte	3
1.2.	Localisation de l'Académie militaire de Saint-Cyr Coëtquidan	3
1.3.	Plan d'emprise – localisation du projet.....	4
ARTICLE 2.	Objet du marché.....	4
ARTICLE 3.	Niveau d'avancement du projet.....	7
ARTICLE 4.	Délai de réalisation.....	7
ARTICLE 5.	Prestations intéressant la Défense – Mesures de sécurité	7
ARTICLE 6.	Mise en place d'un plan de prévention – 1 entreprise	7
ARTICLE 7.	Admission des prestations	8
ARTICLE 8.	Liste des annexes.....	8

CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES

ARTICLE 1. Présentation de l'opération

1.1. Contexte

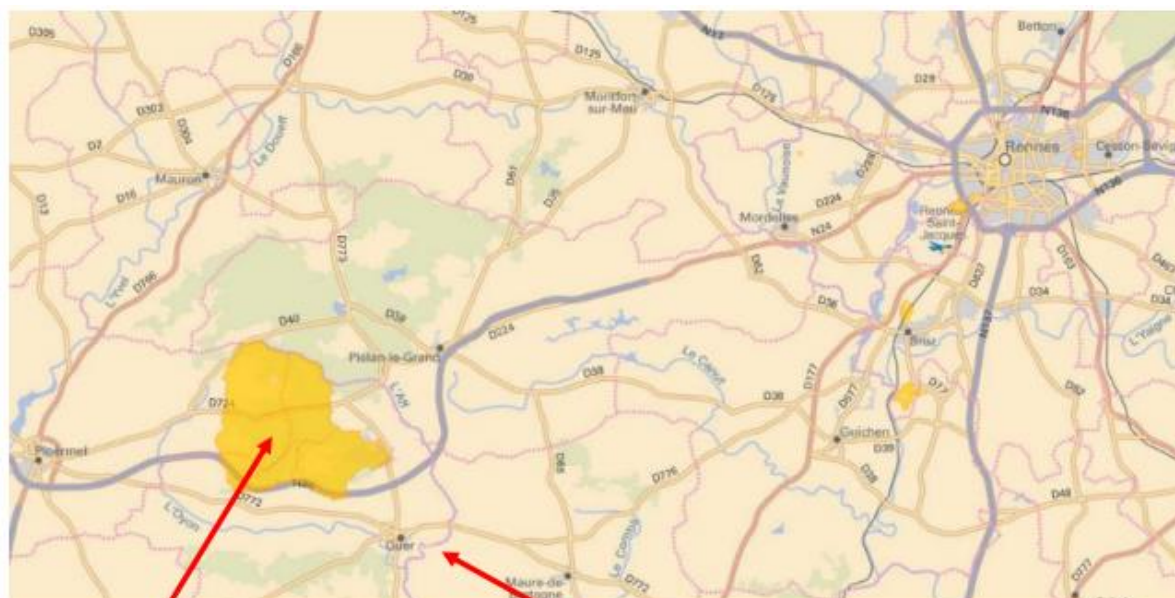
Construit en 1967, la rénovation globale du complexe piscine-gymnase de l'Académie militaire de Saint-Cyr Coëtquidan devient nécessaire. Cet ensemble vétuste présente des pathologies structurelles qui impactent l'exploitant et les utilisateurs. De par leur nature, ces désordres ont accéléré le vieillissement de l'ouvrage, ce qui le met aujourd'hui en risque de ne plus pouvoir assurer son service continu.

Fin 2023, la centrale de traitement d'air (CTA) a cessé de fonctionner, entraînant la fermeture de l'accès au public et un risque majeur d'accélération de la dégradation des infrastructures. Son remplacement a immédiatement été décidé dans le cadre d'une première tranche de travaux.

Il convient de réaliser une nouvelle tranche de travaux sur l'ouvrage en y incluant une étude énergétique afin d'améliorer les performances énergétiques. Cette rénovation globale doit porter sur l'ensemble du complexe piscine/gymnase.

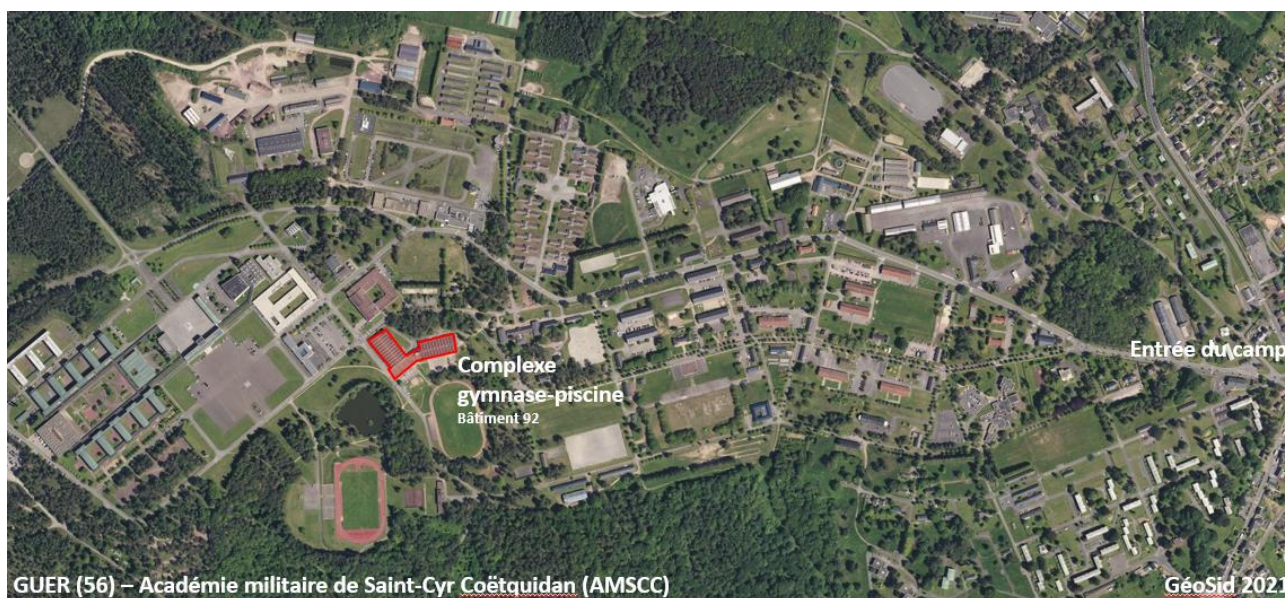
1.2. Localisation de l'Académie militaire de Saint-Cyr Coëtquidan

Le projet se situe sur la commune de Guer, située à environ 60 kilomètres, par la route, du centre-ville de Rennes.



1.3. Plan d'emprise – localisation du projet

Le bâtiment 092 est situé à l'intérieur de l'académie militaire. Il se positionne au niveau de l'emprise de la « nouvelle école », à proximité du bâtiment d'enseignement 88.



Numéro Composant	Libellé composant	année construction	Surface bâtie m ²	Type de bâtiment
092	Gymnase	1967	3594	RDC
092	Piscine	1967	2874	Sous-sol technique RDC

Surface bâtie complexe piscine-gymnase : 6 466 m².

Le maître d'ouvrage possède peu de documents de ce bâtiment. Ils sont transmis dans en annexe.

ARTICLE 2. Objet du marché

Le présent cahier des clauses techniques particulières (CCTP) a pour objet une **Mission de relevé du bâtiment 092 et levé topographique** des abords. Le prestataire établit un plan constatant les dimensions et la position réelle de la construction et des éléments. **Pour réaliser la prestation, l'utilisation de drone est soumise à autorisation par l'Académie militaire.**

Le **relevé du bâtiment 092** comprend l'ensemble des mesures nécessaires à la réalisation des plans :

Un plan par niveau (y/c toiture terrasse) ;

Deux coupes par entité ;

Les plans de façades.

Le **levé topographique** des abords comprend l'ensemble des mesures nécessaires à la réalisation des plans suivants :

Un levé sur place de l'ensemble des détails altimétriques et planimétriques visibles, comprenant notamment :

Les ouvrages existants,

Les voiries, bordures, végétation,

Réseaux avec fils d'eau et un maillage de points denses, 5,00 m x 5,00 m maximum.

Une détection, via des appareils spécialisés, des différents réseaux existants sur la zone et leurs tracés :

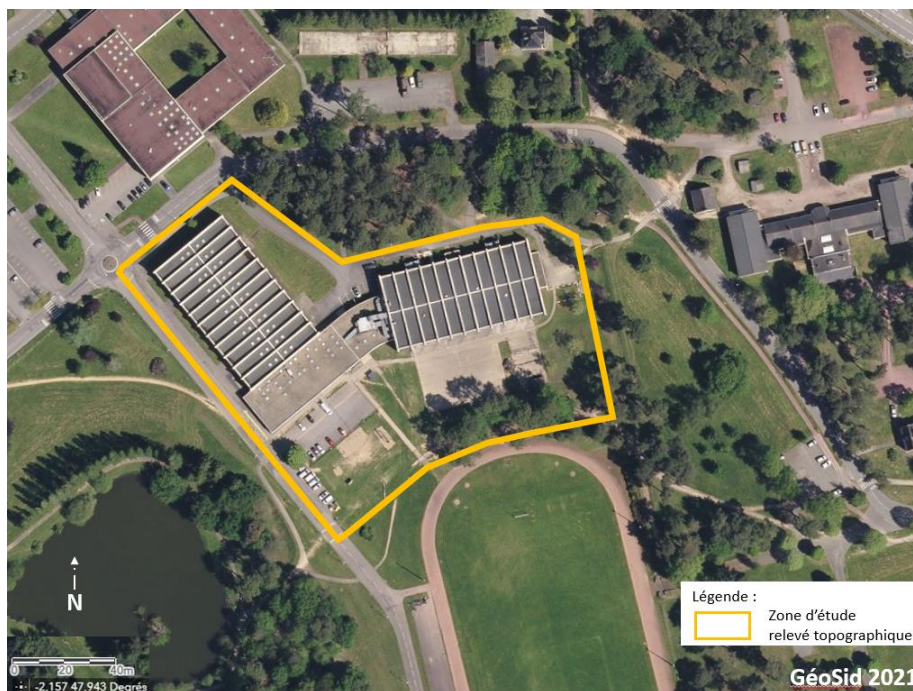
Des réseaux conducteurs, BT, HTA, éclairage

Des réseaux inertes, PVC, PE, Réseaux vides, ...

Des fluides, AEP, Gaz, ...

Rapport photos ;

Les limites des relevés sont précisées ci-dessous :



L'aire d'étude peut évoluer en fonction des échanges entre le titulaire et la MOA.

Les mesures seront effectuées en application de l'arrêté du 16 septembre 2003 portant sur les classes de précision applicables aux catégories de travaux topographiques pilotés par l'Etat ou exécutés pour son compte.

Les relevés planimétriques seront rattachés au système de projection RGF93-conique conforme 48. Les altitudes seront rattachées au système IGN 69 (altitudes normales). Le semi de points relevés devra permettre d'atteindre un tracé du réseau avec une précision de classe A telle que définie dans l'arrêté du 15 février 2012 relatif à l'exécution de travaux à proximité de certains ouvrages souterrains, aériens ou subaquatiques de transport ou de distribution.

La prestation comprendra la fourniture de fichiers informatiques au format DGN, DWG, PDF et des exemplaires papiers :

Pour les bâtiments :

2 exemplaires des plans indiqués ci-avant au format A3

Pour le relevé topographique :

2 plans de masse partiels au format A0

Les documents seront conformes à la notice pour l'établissement de relevés à intégrer sur DAO fournie en annexe.

Conformément à l'article 15 de l'arrêté du 15 février 2012, tout relevé en 3 dimensions est effectué pour les ouvrages ou tronçons d'ouvrage aériens, en génératrice inférieure. Les cotes x et y peuvent être relevées uniquement pour les supports, et la côte z peut être relevée uniquement pour les points du tracé entre supports présentant la hauteur de surplomb la plus faible dans les conditions météorologiques les plus défavorables ou être remplacée par l'indication de la hauteur de surplomb minimale réglementaire de ces points.

Le titulaire peut à tout moment prendre contact avec les différents acteurs de la maîtrise d'ouvrage et les parties-prenantes afin d'obtenir tous les renseignements ou précisions nécessaires à la réalisation de sa mission. Il convient d'en rendre compte obligatoirement au CO par courriel ou téléphone dans un premier temps puis par l'envoi d'un courrier officiel qui sera archivé.

Le Conducteur d'Opérations (CO), interlocuteur du titulaire, sera :

IMI (LTN) Baptiste KIEFFER

Conducteur d'opérations

Division Investissement

Etablissement du Service d'Infrastructure de la Défense de Rennes

Pôle conduite des opérations de Rennes

Quartier Margueritte BP 14 35998 RENNES Cedex 9

Tél : 0223352296 / Courriel : baptiste.kieffer@intradef.gouv.fr

ARTICLE 3. Niveau d'avancement du projet

La fiche commande d'étude est validée. La consultation pour un AMO PROGRAMMISTE en vue de la réalisation de l'EF et du PROGRAMME est publiée depuis le 13 décembre 2024.

ARTICLE 4. Délai de réalisation

Cf article 2 du CCAP.

Avant tout début de la prestation, un plan de prévention sera établi avec le chargé de prévention du site pour définir et arrêter les conditions d'intervention.

ARTICLE 5. Prestations intéressant la Défense – Mesures de sécurité

Cf article 9 du CCAP.

A titre indicatif et prévisionnel, le délai nécessaire pour la validation des enquêtes administratives est d'environ 8 semaines. Le titulaire tiendra compte de ce délai dès la notification du marché et pour toute mise à jour de la liste nominative du personnel qui réalise les prestations.

Horaires de travail: l'accès au site n'est autorisé que pendant les créneaux horaires suivants

- | | |
|---------------------|-------------------------------|
| - du lundi au jeudi | 8h00 - 12h00 et 13h00 - 17h30 |
| - le vendredi | 8h00 – 12h00 |

ARTICLE 6. Mise en place d'un plan de prévention – 1 entreprise

Le titulaire s'engage à prendre connaissance des dispositions qui figurent dans l'arrêté du 19 mai 2020, relatif aux modalités d'application des règles relatives aux interventions d'entreprises extérieures et aux opérations de bâtiment et de génie civil dans un organisme du ministère de la défense par une ou plusieurs entreprises extérieures, et s'engage, pour ce qui le concerne, à s'y conformer. En cas d'accident touchant à son personnel, outre les formalités à accomplir vis-à-vis des instances qualifiées auxquelles il doit rendre compte, le titulaire reconnaît devoir en informer le chef de l'organisme utilisateur.

Le titulaire s'engage à faire effectuer les prestations par du personnel qualifié, compétent ayant reçu préalablement formation réglementaire, disposant des habilitations requises et en situation régulière vis-à-vis de la réglementation contre le travail illégal, y compris si ce personnel appartient à une entreprise sous-traitante.

Le titulaire sera amené à réaliser une inspection préalable de prévention avec le chargé de prévention du site.

L'inspection du travail dans les armées est compétente pour la surveillance et le contrôle des entreprises en matière d'hygiène et sécurité du travail.

ARTICLE 7. Admission des prestations

Voir article 14 du CCAP valant AE.

ARTICLE 8. Liste des annexes

ANNEXE I : Diagnostic, rapports et plans des bâtiments

ANNEXE II : Notice pour l'établissement de relevés à intégrer sur DAO